

**Convention collective de travail du
7 décembre 2021 conclue au sein de la
Commission Paritaire Auxiliaire pour
Ouvriers relative au crédit-temps en
2023**

Chapitre I^{er} : Champ d'application

Art. 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises relevant de la compétence de la Commission Paritaire Auxiliaire pour Ouvriers.

Par « ouvriers », on entend les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre II : Crédit-temps

Art. 2

En application de l'article 4, §4 de la CCT n° 103, le droit au crédit-temps à temps plein ou à mi-temps avec motif est possible avec un maximum de 24 mois.

Pour les ouvriers avec une ancienneté d'au moins 8 ans dans l'entreprise le droit au crédit-temps à temps plein ou à mi-temps avec motif est possible avec un maximum de 36 mois pour le motif formation, comme prévu en art. 4§2 de la CCT n° 103, et avec un maximum de 51 mois pour les autres motifs comme prévus en art. 4§1 a°, b°, c° de la CCT n° 103. .

Chapitre III: Emploi de fin de carrière

Art. 3

§1 En application de l'article 3 de la CCT n° 157 conclue au CNT le 15 juillet 2021, l'âge d'accès au droit à la diminution de 1/5 dans le cadre des emplois de fin de carrière pour les travailleurs plus âgés est porté à 55 ans et l'âge d'accès au droit à la diminution de 1/2 dans le cadre des emplois de fin de carrière pour les travailleurs plus âgés est porté à 55 ans, pour les ouvriers visés à cet article 3 de la CCT n° 157 (35 ans de carrière comme salarié, métiers lourd, au minimum 20 ans de travail de nuit) du 1 janvier 2023 au 30 juin 2023.

§2 Les ouvriers visés à l'article 3§1 de cette CCT ne sont pas imputés sur le seuil de 5% d'absences simultanées.

Chapitre IV : Durée de la convention

Art. 4

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et cesse ses effets au 31 décembre 2023, sauf autres dispositions prévues dans cette convention collective de travail.

Chapitre V : Disposition finale

Art. 5

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.